

## Positionnement des Ceméa : Pour une société qui accueille ses enfants, Pour des villes à hauteur d'enfants

En France, une tendance inquiétante se dessine, celle d'une société qui, peu à peu, exclut les enfants de ses espaces communs. La récente décision de la SNCF de créer une classe Optimum réservée aux voyageur·euse·s de plus de 12 ans n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une logique qui gagne du terrain. Restaurants, cafés, voire certains parcs publics affichent désormais des restrictions d'accès pour les enfants, sous prétexte de tranquillité ou de confort. Ces pratiques, loin d'être anodines, révèlent un recul alarmant de notre capacité à vivre ensemble et une méconnaissance du rôle fondamental des enfants dans la construction d'une société inclusive et solidaire.

Pour les Ceméa, cette exclusion progressive des enfants de l'espace public est problématique. Elle reflète une vision étroite et individualiste de notre société, où le « chacun pour soi » l'emporte sur le vivre-ensemble. Pourtant, les enfants ne sont pas des « nuisances » à écarter, mais des citoyen·ne·s à part entière, dont la présence est essentielle pour dynamiser nos villes, nos transports et nos lieux de vie. Leur exclusion ne résout pas les tensions, elle les agrave, en créant des fractures entre les générations et en renforçant les inégalités sociales. Les familles, et en particulier les plus modestes, se retrouvent ainsi privées d'accès à des espaces qui devraient être communs à toutes et tous.

Cette tendance s'inscrit dans un contexte plus large où les espaces dédiés aux enfants se raréfient, tandis que les politiques publiques peinent à garantir leur droit à la ville. Pourtant, la Convention internationale des droits de l'enfant rappelle que chaque enfant a le droit de jouer, de s'exprimer et de participer à la vie sociale. Exclure les enfants, c'est non seulement nier ce droit fondamental, mais aussi renoncer à une société où la mixité des âges et des publics est une richesse.

Les Ceméa refusent cette logique. Ils croient en une société où l'espace public est un lieu d'échange, d'apprentissage et de rencontre pour toutes et tous. Plutôt que de bannir les enfants, il est urgent de repenser nos espaces pour qu'ils soient adaptés à la diversité des usager·ère·s. Cela passe par des aménagements conçus pour accueillir les familles, des formations pour les professionnel·le·s afin de mieux gérer les conflits d'usage, et une sensibilisation collective à l'importance de la mixité sociale et générationnelle.

Nous appelons le gouvernement et le législateur à se saisir de cette question pour encadrer ces pratiques et garantir le droit des enfants à la ville. Il revient à l'État de veiller à ce que les espaces publics et privés ouverts à toutes et tous ne deviennent pas des zones d'exclusion pour les enfants. Cela pourrait passer par un cadre légal plus précis, limitant les restrictions d'âge dans les transports, les lieux de restauration ou les espaces culturels, sauf dans des cas exceptionnels et dûment justifiés. Les pouvoirs publics ont un rôle à jouer pour rappeler aux acteurs économiques et sociaux, qu'il s'agisse de la SNCF, des restaurateur·rice·s ou des gestionnaires d'espaces publics, que l'inclusion des enfants est une priorité, au même titre que le confort ou la rentabilité.

Une réflexion pourrait être engagée pour :

- Intégrer dans les textes réglementaires (code des transports, code de la consommation) une obligation d'inclusion, interdisant les dispositifs qui excluent systématiquement les enfants des lieux publics ou des services essentiels.
- Encourager les bonnes pratiques en valorisant les initiatives qui favorisent la mixité intergénérationnelle, par exemple à travers des labels ou des subventions conditionnées.
- Soutenir les collectivités locales dans l'aménagement d'espaces adaptés aux familles, pour que personne ne soit contraint de renoncer à sa place dans la cité.

Les Ceméa ne peuvent que regretter une tendance qui fragilise le vivre-ensemble. Ils sont convaincus que l'État, en collaboration avec les acteur et actrice·s de terrain, peut trouver des solutions équilibrées pour concilier les besoins de toutes et tous. L'enjeu n'est pas de diaboliser, mais de rappeler que l'espace public est un bien commun, un lieu où chaque génération, y compris les enfants, doit pouvoir trouver sa place. C'est à cette condition que nous construirons une société plus solidaire et plus juste.